Pour la déontologie de l'information, non à un conseil de l'ordre !

Inconscience, incompétence ou provocation ? Le secrétaire d'État au numérique, sortant de son champ de compétence politique, estime « *qu'il doit y avoir un Conseil de l'ordre des journalistes, des journalistes entre eux, qui prennent des décisions et qui disent à l'État : « Vous devez retirer l'agrément de tel ou tel canard, mettre des avertissements.* » Ce n'est pas le Gorafi qui rapporte ces propos, mais la très sérieuse agence de presse Reuters. « *S'ils ne le font pas,* ajoute-t-il, *ce sera l'État qui le fera, au bout du bout.* »

Il est permis de se demander si Cédric O traduit l'avis du gouvernement, ou s'il ne cède qu'à un triste fantasme bonapartiste, dont on devinait déjà les contours dans les attaques lancées récemment contre la loi sur la liberté de la presse par la garde des Sceaux Nicole Belloubet. Cette sortie intervient alors que de nombreux partenaires travaillent depuis plusieurs mois à la création d'un Conseil de déontologie journalistique et de médiation (CDJM) indépendant, réunissant journalistes, éditeurs et public, dans la dynamique du rapport Hoog, rapport salué à sa sortie par le Ministre de la Culture M. Riester.

Or le rapport de la mission de plusieurs mois de l'ancien PDG de l'AFP sur la création d'un «Conseil de déontologie de la presse», écarte d'emblée toute sanction, exclusion et similitude avec tout conseil de l'ordre.

CFDT Journalistes s'honore d'avoir accueilli dans ses locaux la seconde réunion nationale, le 17 juin.

Cofondatrice de l'Observatoire de la Déontologie de l'Information (ODI) qui anime ces réunions, la CFDT Journalistes dénonce la perturbation que crée dans l'opinion le propos de ce secrétaire d'État, véritable rêve totalitaire. Elle demande au Premier ministre de clarifier sans délai la position de son gouvernement sur la liberté de la presse, le droit à l'information, et à Cédric O de réviser de toute urgence ses cours de droit.

Surtout, la proposition du secrétaire d'État au numérique est en totale opposition avec la position adoptée par le candidat Emmanuel Macron durant la campagne présidentielle de 2017 : à un élu du Front national qui proposait de créer un ordre des journalistes, il avait estimé que cette idée n'avait pas été formulée depuis l'Italie fasciste et qu'elle « *fragilisait le contenu démocratique de notre pays.* »

Paris, le 26/06/19